



Après la déclaration de Sébastien Lecornu, la CNL dénonce la poursuite d'une politique antisociale et anti-locataire !

Démissionnaire en début de semaine dernière, huit jours de huis clos pour tenter de constituer un socle parlementaire évitant la censure, Sébastien Lecornu, lors de sa déclaration de politique générale, a compris qu'il fallait consentir à quelques gestes envers les Français·es et les partenaires sociaux.

La suspension de la réforme des retraites jusqu'à l'élection présidentielle, l'organisation d'une conférence sociale dans les prochaines semaines et le refus d'avoir recours au 49.3 participent de cette ouverture. Ils visent également à rechercher un compromis politique pour éviter une censure immédiate.

Il n'appartient pas à la CNL de commenter les stratégies politiques des uns et des autres. Il nous revient en revanche de juger des orientations gouvernementales présentées aujourd'hui et de mesurer les conséquences qu'elles auraient sur les habitant·es et leur pouvoir d'achat.

« Je veux être clair », avertit le Premier ministre, qui entend compenser par des économies la suspension de la réforme des retraites dont 400 millions d'euros dès 2026. Sébastien Lecornu propose alors de maintenir le cap de ses prédécesseurs : réduction de la dette publique comme boussole, baisse des dépenses sociales comme trajectoire, et compression des budgets de l'État comme seul horizon.

Les projets de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale pour 2026 en témoignent. Sous couvert de « maîtrise », de nouvelles coupes claires sont proposées, à commencer par le gel des pensions de retraite et des prestations sociales, une sous-indexation pour les années suivantes et 7 milliards d'euros d'économies dans le champ de la santé. Limiter la progression des dépenses d'assurance maladie à 1,6 % alors que les besoins explosent est un non-sens. En transférant des charges vers les complémentaires santé, le gouvernement acte une privatisation rampante de notre système solidaire.

Ce n'est pas la Sécurité sociale qui coûte cher : c'est le renoncement des Lecornu et Macron à la financer qui ruine le pays. Leur constance à désigner sans relâche les mêmes variables d'ajustement — les malades, les retraités, les familles — en est la preuve.

Pendant ce temps, si le Premier ministre annonce « des hausses d'impôts ciblées et exceptionnelles » pour les mastodontes du CAC 40 ainsi que pour les grandes fortunes, il balaie d'un revers de main la taxe Zucman et allège encore la cotisation sur la valeur ajoutée,

privant l'État d'un milliard d'euros de recettes.

Et la « remise à plat » des 211 milliards d'aides publiques aux entreprises ? Aux oubliettes. La justice fiscale reste un mot creux, et la redistribution, un tabou.

Logement social : la casse continue

De plus, en désignant Vincent Jeanbrun ministre du Logement et de la Ville, le signal est aussi clair : il s'agit de finir le travail de sape du secteur HLM entamé depuis 2017 — ponctions sur les bailleurs sociaux, obligations de fusion et de vente de patrimoine, baisse des APL, abandon du financement d'État — autant d'attaques répétées contre les locataires et les associations.

Avec Jeanbrun, c'est la logique Kasbarian poussée à sa finalité : fin du logement locatif social à vie, remise en cause de la loi SRU, accélération des expulsions locatives, stigmatisation des plus pauvres.

Cette idéologie dangereuse tourne le dos à des décennies de politiques publiques qui ont fait du logement social un pilier de la République, véritable levier d'égalité. Elle fait fi des nouveaux défis sociaux, écologiques et démocratiques, et vise à détruire la mixité, à ghettoïser les quartiers, à transformer un droit en marchandise. À bien des égards, cette politique rappelle la logique de privatisation et de démantèlement des solidarités menée par Margaret Thatcher en Grande-Bretagne dans les années 1980.

La France compte aujourd'hui plus de 2,87 millions de demandeurs de logements sociaux pour moins de 384 000 attributions par an. Dans le même temps, les bailleurs, asphyxiés par la RLS et autres ponctions, voient leurs capacités de construction et de réhabilitation s'effondrer. Les conséquences sont connues : explosion des loyers, insalubrité, précarité, mal-logement. Et ce gouvernement veut encore accélérer ?

Derrière ses mots d'apaisement, le Premier ministre confirme sa ligne : moins d'État social, plus de marché. Moins de droits, plus de contrôles. Moins de solidarité, plus d'individualisation.

La CNL appelle à ne pas se laisser duper par cette opération de communication. Ce gouvernement n'a pas changé de cap : il le maquille.

Ce n'est pas d'un replâtrage dont notre pays a besoin, mais d'un sursaut démocratique et social.

La CNL continuera de se battre, avec toutes les forces sociales et citoyennes, pour une autre voie : celle d'un État social fort et d'un droit au logement effectif, fondé sur la solidarité et la justice.

Dans les semaines à venir, la CNL va amplifier sa bataille pour faire grandir l'exigence d'une Sécurité sociale du logement et d'une caisse nationale de protection locative.

Montreuil, le 14 octobre